

Legislative
Assembly
of Ontario



Assemblée
législative
de l'Ontario

1^{re} SESSION, 44^e LÉGISLATURE, ONTARIO
4 CHARLES III, 2026

Projet de loi 95

Loi autorisant l'utilisation de certaines sommes pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

L'honorable C. Mulroney
Présidente du Conseil du Trésor

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 24 mars 2026

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale



**Loi autorisant l'utilisation de certaines sommes
pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026**

Préambule

Il ressort des messages de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de l'Ontario, accompagnés du budget des dépenses et du budget supplémentaire des dépenses, que les sommes indiquées dans les annexes sont nécessaires aux fins énoncées dans la présente loi.

Pour ce motif, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Définitions

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«élément d'investissement hors trésorerie» S'entend au sens de la *Loi sur l'administration financière*. («non-cash investment»)

«frais hors trésorerie» S'entend au sens de la *Loi sur l'administration financière*. («non-cash expense»)

Crédits accordés

Dépenses de la fonction publique

2 (1) Pour la période allant du 1^{er} avril 2025 au 31 mars 2026, des sommes totalisant un maximum de 213 952 841 200 \$ peuvent être prélevées sur le Trésor ou comptabilisées à titre de frais hors trésorerie et affectées, conformément aux crédits et postes du budget des dépenses, aux dépenses de la fonction publique, indiquées à l'annexe A de la présente loi, auxquelles il n'est pas autrement pourvu.

Investissements de la fonction publique

(2) Pour la période allant du 1^{er} avril 2025 au 31 mars 2026, des sommes totalisant un maximum de 8 421 348 400 \$ peuvent être prélevées sur le Trésor ou comptabilisées à titre d'éléments d'investissement hors trésorerie et affectées, conformément aux crédits et postes du budget des dépenses, aux investissements de la fonction publique dans des immobilisations, des prêts et autres éléments, indiqués à l'annexe B de la présente loi, auxquels il n'est pas autrement pourvu.

Dépenses des bureaux des fonctionnaires de l'Assemblée

(3) Pour la période allant du 1^{er} avril 2025 au 31 mars 2026, des sommes totalisant un maximum de 406 088 900 \$ peuvent être prélevées sur le Trésor et affectées, conformément aux crédits et postes du budget des dépenses, aux dépenses des bureaux des fonctionnaires de l'Assemblée, indiquées à l'annexe C de la présente loi, auxquelles il n'est pas autrement pourvu.

Dépenses de la fonction publique

3 Toute dépense figurant aux crédits et postes du budget des dépenses de la fonction publique peut être engagée ou comptabilisée par la Couronne par l'intermédiaire du ministère auquel a été confiée, pendant l'exercice se terminant le 31 mars 2026, la responsabilité du programme ou de l'activité auquel s'applique cette dépense.

Abrogation

4 La présente loi est abrogée.

Abrogation de diverses lois

5 La *Loi de 2024 portant affectation anticipée de crédits pour 2025-2026* et la *Loi supplémentaire de 2025 portant affectation anticipée de crédits pour 2025-2026* sont abrogées.

Entrée en vigueur

6 (1) Sauf disposition contraire du présent article, la présente loi est réputée être entrée en vigueur le 1^{er} avril 2025.

(2) L'article 4 entre en vigueur le 1^{er} avril 2027.

Titre abrégé

7 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de crédits de 2026*.

**CRÉDITS
ANNEXE A**

Fonction publique	Budget des dépenses de 2025-26 – Fonctionnement (en dollars)	Budget des dépenses de 2025-26 – Immobilisations (en dollars)	Budget supplémentaire des dépenses de 2025-26 – Fonctionnement (en dollars)	Budget supplémentaire des dépenses de 2025-26 – Immobilisations (en dollars)	Total (en dollars)
Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations	132 808 900	9 538 500	0	0	142 347 400
Affaires civiques et Multiculturalisme	77 495 600	1 000	0	0	77 496 600
Affaires francophones	11 301 100	1 000	0	0	11 302 100
Affaires municipales et Logement	1 223 900 700	532 844 400	0	0	1 756 745 100
Affaires rurales	19 269 400	1 000	0	0	19 270 400
Agriculture, Alimentation et Agroentreprise	750 893 400	12 652 000	0	0	763 545 400
Bureau du Conseil des ministres	74 004 300	0	0	0	74 004 300
Bureau du lieutenant-gouverneur	2 802 100	0	0	0	2 802 100
Cabinet du premier ministre	2 326 800	0	0	0	2 326 800
Collèges et Universités, Excellence en recherche et Sécurité	7 652 599 000	440 969 900	1 429 000 000	0	9 522 568 900
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	2 494 214 100	3 000	0	0	2 494 217 100
Développement et croissance économique du Nord	298 604 400	116 445 000	0	0	415 049 400
Éducation	37 572 565 200	3 414 536 700	0	0	40 987 101 900
Énergie et Mines	6 863 337 300	1 764 014 000	0	0	8 627 351 300
Environnement, Protection de la nature et Parcs	410 696 100	52 706 400	0	0	463 402 500
Finances	1 395 447 100	1 000	0	0	1 395 448 100
Infrastructure	526 907 300	2 138 801 000	0	0	2 665 708 300
Procureur général	2 170 100 100	59 791 900	0	0	2 229 892 000
Protection civile et Intervention en cas d'urgence	63 116 200	3 002 000	0	0	66 118 200
Richesses naturelles	672 208 300	35 414 700	0	0	707 623 000
Santé	75 367 545 600	5 018 492 400	0	0	80 386 038 000
Secrétariat du Conseil du Trésor	5 040 344 800	175 003 000	2 049 600 000	0	7 264 947 800
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	20 227 143 500	194 297 600	0	0	20 421 441 100
Services au public et aux entreprises et Approvisionnement	1 627 134 900	12 015 600	0	0	1 639 150 500
Services aux aînés et Accessibilité	181 040 000	2 000	0	0	181 042 000
Soins de longue durée	9 292 386 900	1 000	0	0	9 292 387 900
Solliciteur général	4 531 761 700	338 438 200	0	0	4 870 199 900
Sport	62 801 500	150 001 000	0	0	212 802 500
Tourisme, Culture et Jeux	1 473 455 300	60 898 200	0	0	1 534 353 500
Transports	2 354 664 000	9 628 349 900	0	1 200 000 000	13 183 013 900
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	2 341 756 300	201 386 900	0	0	2 543 143 200
Total	184 914 631 900	24 359 609 300	3 478 600 000	1 200 000 000	213 952 841 200

**CRÉDITS
ANNEXE B**

Fonction publique	Budget des dépenses de 2025-26 – Fonctionnement (en dollars)	Budget des dépenses de 2025-26 – Immobilisations (en dollars)	Budget supplémentaire des dépenses de 2025-26 – Fonctionnement (en dollars)	Budget supplémentaire des dépenses de 2025-26 – Immobilisations (en dollars)	Total (en dollars)
Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations	0	0	0	0	0
Affaires civiques et Multiculturalisme	0	1 000	0	0	1 000
Affaires francophones	0	0	0	0	0
Affaires municipales et Logement	0	0	0	0	0
Affaires rurales	0	0	0	0	0
Agriculture, Alimentation et Agroentreprise	5 000 000	2 500 000	0	0	7 500 000
Bureau du Conseil des ministres	0	0	0	0	0
Bureau du lieutenant-gouverneur	0	0	0	0	0
Cabinet du premier ministre	0	0	0	0	0
Collèges et Universités, Excellence en recherche et Sécurité	632 077 000	3 501 000	0	0	635 578 000
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	329 371 600	2 000	0	0	329 373 600
Développement et croissance économique du Nord	3 000	500 904 100	0	0	500 907 100
Éducation	1 000	20 713 000	0	0	20 714 000
Énergie et Mines	161 602 000	653 000	1 000 000 000	0	1 162 255 000
Environnement, Protection de la nature et Parcs	1 000	66 692 300	0	0	66 693 300
Finances	1 500 000	1 000	0	0	1 501 000
Infrastructure	1 000	760 127 500	0	0	760 128 500
Procureur général	1 208 000	52 794 700	0	0	54 002 700
Protection civile et Intervention en cas d'urgence	1 000	1 000	0	0	2 000
Richesses naturelles	3 279 500	85 279 200	0	0	88 558 700
Santé	56 473 300	0	0	0	56 473 300
Secrétariat du Conseil du Trésor	0	6 493 000	0	0	6 493 000
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	122 306 000	22 164 800	0	0	144 470 800
Services au public et aux entreprises et Approvisionnement	51 990 000	83 993 400	0	0	135 983 400
Services aux aînés et Accessibilité	0	2 000	0	0	2 000
Soins de longue durée	20 430 000	0	0	0	20 430 000
Solliciteur général	2 820 000	880 324 700	0	0	883 144 700
Sport	0	0	0	0	0
Tourisme, Culture et Jeux	0	5 000	0	0	5 000
Transports	8 000	3 539 826 400	0	0	3 539 834 400
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	0	7 296 900	0	0	7 296 900
Total	1 388 072 400	6 033 276 000	1 000 000 000	0	8 421 348 400

**CRÉDITS
ANNEXE C**

Bureaux des fonctionnaires de l'Assemblée	Budget des dépenses de 2025-26 – Fonctionnement (en dollars)	Budget des dépenses de 2025-26 – Immobilisations (en dollars)	Budget supplémentaire des dépenses de 2025-26 – Fonctionnement (en dollars)	Budget supplémentaire des dépenses de 2025-26 – Immobilisations (en dollars)	Total (en dollars)
Bureau de l'Assemblée législative	286 505 000	0	0	0	286 505 000
Bureau du directeur général des élections	55 789 900	0	0	0	55 789 900
Bureau du vérificateur général	30 894 000	0	0	0	30 894 000
Ombudsman Ontario	32 900 000	0	0	0	32 900 000
Total	406 088 900	0	0	0	406 088 900